RCS : PERPIGNAN
Code greffe : 6601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 00588
Numéro SIREN : 819 923 228
Nom ou dénomination : Onedirect Holding - ODH

Ce dépôt a été enregistré le 03/09/2020 sous le numéro de dépôt B2020/005963

Date : 03/09/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/005963**
n° de gestion : **2016B00588**
n° SIREN : **819 923 228 RCS Perpignan**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Perpignan certifie avoir procédé le 03/09/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

Onedirect Holding - ODH
58 Avenue De Rivesaltes 66240 SAINT-ESTEVE

date de clôture : 31/12/2018

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



CERTIFIÉ CONFORME

Onedirect Holding - ODH
Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Ernst & Young Audit
1025, rue Henri Becquerel
CS 39520
34961 Montpellier cedex 2

Tél. : +33 (0) 4 67 13 31 00
www.ey.com/fr

Onedirect Holding - ODH

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Onedirect Holding - ODH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Onedirect Holding - ODH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « immobilisation incorporelles » de l'annexe expose que le mali de fusion non amortissable fait l'objet d'un test de perte de valeur annuel.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à vérifier l'application de ces principes et à apprécier les données et les hypothèses utilisées par votre société pour procéder à ces estimations. Nous avons vérifié que les états financiers donnent une information appropriée sur ce point.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

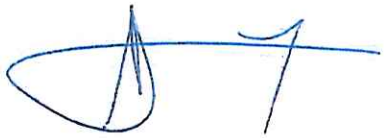
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 28 mai 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Marie-Thérèse Mercier

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2018	Net Au 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 076	1 076		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	22 562 025		22 562 025	22 532 499
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731	16 666 731
TOTAL (I)	39 229 832	1 076	39 228 756	39 199 231
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	55 380		55 380	
Créances				
Clients et comptes rattachés	651 281		651 281	607 736
Autres	6 673 991		6 673 991	3 498 366
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	13 334		13 334	60 742
Charges constatées d'avance	7 887		7 887	7 088
TOTAL (II)	7 401 873		7 401 873	4 173 932
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)	175 408		175 408	186 469
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	46 807 113	1 076	46 806 037	43 559 632

Bilan Passif

		Net Au 31/12/2018	Net Au 31/12/2017
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel dont versé :	11 853 148	11 853 148	11 683 031
Prime d'émission, de fusion, d'apport		309 764	479 881
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale			
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		-3 464 428	
Subventions d'investissement		1 016 356	-3 464 428
Provisions réglementées			
	TOTAL (I)	**9 714 840**	**8 698 484**
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
	TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
	TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires		13 377 518	12 161 380
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 947 251	5 628 981
Emprunts et dettes financières diverses		15 192 253	15 145 879
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		521 658	3 868
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		500	
Dettes fiscales et sociales		1 527 476	1 432 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		524 541	488 415
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
	TOTAL (III)	**37 091 197**	**34 861 148**
Ecarts de conversion passif (IV)			
	TOTAL GENERAL (I à IV)	**46 806 037**	**43 559 632**
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		2 121	

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2018 au 31/12/2018			Du 25/04/2016 Au 31/12/2017
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 060 740	296 275	2 357 016	2 447 653
Chiffre d'affaires Net	**2 060 740**	**296 275**	**2 357 016**	**2 447 653**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			4 308	1 006
Autres produits			11 344	270 743
			2	15
		TOTAL (I)	**2 372 668**	**2 719 417**
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			1 491 579	2 541 215
Impôts, taxes et versements assimilés			40 542	68 696
Salaires et traitements			711 384	920 764
Charges sociales			291 430	393 902
Dotations aux amortissements sur immobilisations			36 061	59 862
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			37 054	54 008
		TOTAL (II)	**2 608 051**	**4 038 447**
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
		RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**-235 382**	**-1 319 030**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			2 478 135	2 194 560
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			9 637	33 214
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		TOTAL (V)	**2 487 772**	**2 227 774**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 087 106	3 214 803
Différences négatives de change			518	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
		TOTAL (VI)	**2 087 624**	**3 214 803**
		RESULTAT FINANCIER (V - VI)	**400 148**	**-987 029**
		RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	**164 766**	**-2 306 060**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 25/04/2016 Au 31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	249	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	249	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		2 500
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)		2 500
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	249	-2 500
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-851 341	-981 930
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	4 860 689	4 947 191
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 844 334	6 273 820
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	1 016 356	-1 326 630

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-197 du Code du Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total du bilan avant répartition est de 46 806 037 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 1 016 356 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG, Règlement ANC 2015-06).

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Le 30 novembre 2018 la Société Onedirect Holding a attribué 170 117 actions ordinaires gratuites prélevées sur le poste "Primes d'émission" .

La Société Onedirect Holding a constitué en décembre 2018 une filiale en Belgique, qu'elle détient à 95 %. Cette filiale a vocation à opérer sur le territoire Belge.

Le 21 décembre 2018, le groupe Onedirect a acquis la société française Alliance Telecom. Cette acquisition a été financée par un prêt bancaire complémentaire de 2.000 k€ . Ce prêt complémentaire a été souscrit par Onedirect Holding auprès du même pool bancaire que le prêt initial du 10 mai 2016.

Immobilisations incorporelles

Avec l'application du règlement ANC n°2015-06 modifiant le Plan Comptable Général pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, le mali technique de fusion est affecté dans des sous comptes dédiés aux comptes d'actifs sous-jacents en proportion et dans la limite des plus-values latentes identifiées.

Le 15 avril 2011, ODP (Onedirect Participations) a intégré la société ODS (Onedirect Services) dans le cadre d'une TUP (TransmissionUniverselle de Patrimoine).
Cette opération a entrainé chez ODP la création d'un Mali de confusion de 12 849 775 € .

Le 27 juin 2017, la SAS Onedirect Holding a intégré la société Onedirect Participations dans le cadre d'une TUP (Transmission Universelle de Patrimoine).
Cette opération à entrainé chez Onedirect Holding le création d'un nouveau Mali de confusion de 3 816 956 €.

La somme de ces malis techniques pour un total de 16 666 731 €, conformément au règlement ANC n°2015-06, à été affectée comptablement au compte "278 000 Mali de confusion sur actifs financiers".

Le mali de confusion sur actifs financiers est donc afférent aux plus values latentes existantes sur des actifs sousjacents de la société, c'est à dire, sur la valorisation des titres de la société Onedirect et de ses filiales, à savoir, Onedirect Communicaciones (Espagne), Onedirect SRL (Italie) et Onedirect GMBH (Allemagne).

Ce mali a été affecté à ces actifs sous-jacents selon la méthode suivante : répartition au prorata du chiffre d'affaires réalisé par les ventes aux professionnels par chacune des filiales.

La répartition du mali de confusion est finalement la suivante :
- Onedirect (France) : 9 512 161 €
- Onedirect Communicaciones (Espagne): 2 970 424 €
- Onedirect SRL (Italie) : 1 368 079 €
- Onedirect GMBH (Allemagne) : 1 759 983 €
- Onedirect UK(Royaume Uni) : 1 056 084 €

Soit un total de 16 666 731 €.

Modalité de perte de valeur et sortie définitive du mali de confusion :

Une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée lorsque la valeur cumulée des actifs sous jacents et du mali de confusion sera inférieure à la valeur actuelle de ces actifs sous jacents : aucun indice de dépréciation n'a été identifié, et donc aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur l'exercice clos au 31/12/2018.

Par ailleurs, en cas de cession par la société Onedirect Holding des titres de la société Onedirect et/ou de ses filiales , la quote-part de mali afférente à chaque société sera sortie de l'actif et comptabilisée en charges

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- Matériel informatique et de bureau 3 à 10 ans,.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.
L'engagement au titre de l'indemnité de départ à la retraite a été estimé selon la méthode rétrospective prorata temporis sur la base des hypothèses suivantes :

- Départ à la retraite à l'age de 67 ans
- progression annuelle des rémunérations de 2 %
- turn over de 1 % par an
- taux d'actualisation de 2.83 %
- taux de charges sociales de 45 % pour les cadres

Indemnité de fin de carrière à verser : 158 896 €

Valeur probable des indemnités à verser : 112 067 €

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 58 679 €.

Dette actuarielle : 6 494 €

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté au compte 444 - Etat - impôt sur les bénéfices pour un montant de 5 780 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649
- Charges de personnel - CICE.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information est confidentielle, la mentionner reviendrait à donner la rémunération de l'ensemble de la direction.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8000 € hors taxe.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

NEANT

Convention d'intégration fiscale

La société Onedirect Holding est mère du groupe d'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2017 avec la société Onedirect.

Cette intégration fiscale a été formalisée par une convention d'intégration fiscale signée en date du 5 avril 2017.

A ce titre, elle bénéficie des économies d'impôt réalisées au titre de cette intégration fiscale.

Le produit d'impôt constaté, sur l'exercice, au titre de cette intégration fiscale est de 851 341 €, résultant d'une économie d'impôt société liée à l'imputation du déficit fiscal de - 2 429 695 € de Onedirect Holding sur le résultat fiscal du groupe intégré, soit un gain d'impôt société de 846 014 € et un gain de la contribution sociale sur l'impôt société de 5 327 €.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	1 076		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 076		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	22 532 499		29 526
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	16 666 731		
TOTAL	39 199 231		29 526
TOTAL GENERAL	39 200 307		29 526

Cadre B	Diminutions Virement	Diminutions Cession	Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers				
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier			1 076	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 076	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			22 562 025	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			16 666 731	
TOTAL			39 228 756	
TOTAL GENERAL			39 229 832	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récup. et divers	1 076			1 076
	1 076			
TOTAL GENERAL	1 076			1 076
				1 076

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations	186 469	25 000	36 061	175 408

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	651 281	651 281	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	55	55	
Impôts sur les bénéfices	125 339	125 339	
Taxe sur la valeur ajoutée	160 739	160 739	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	6 387 858	6 387 858	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	7 887	7 887	
TOTAL	**23 999 890**	**7 333 159**	**16 666 731**

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	13 377 518			13 377 518
Autres emprunts obligataires (1)	5 947 251		5 947 251	
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	2 121	2 121		
- à plus d'1 an à l'origine	15 190 132	2 306 798	11 966 667	916 667
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 527 476	1 527 476		
Personnel et comptes rattachés	118 207	118 207		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	172 427	172 427		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	208 748	208 748		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 159	25 159		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	521 658	521 658		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	37 090 697	4 882 594	17 913 918	14 294 185

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 3 449 708

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 1 950 000

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	6	6
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	3	3
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	9	9

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	11 683 031	1.00000	11 683 031
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	170 117	1.00000	170 117
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	11 853 148	1.00000	11 853 148

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	
TOTAL	

Nantissement de l'ensemble des titres Onedirect.

Délégation d'assurance : 500 000 €
Gage comptes instruments financiers : 3 057 805 €
Nantissement de créance : 4 250 000 €

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

NEANT

Identité des sociétés consolidant la société mère

Dénomination sociale Siège social	Montant capital	% détenu
SAS ODinvest 58 Avenue de Rivesaltes 66240 Saint-Estève RCS : 819 897 364 Perpignan	10 387 044	84.26

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ONEDIRECT SAS 58 ave de Rivesaltes 66240 Saint-Estè	150 000 451 752	100.00 2 478 135	22 511 498 22 511 498	3 785 058	45 924 239 2 001 651
OD COMMUNICATIONS BV 17A ZEKERINGSTRAAT AMSTERDAM	1 -281 496	100.00 100	1 1		1 060 555 -109 143
ONEDIRECT SERVICES 58 ave de Rivesaltes 66240 Saint-Estè	1 000 28 791	100.00	1 000 1 000	599 238	362 930 61 259
Onedirect Communication SP (Pologn Ul.Sienna 39 00-121 Warszawa Polan	1 184 -2 944	100.00	1 184 1 184		
Onedirect SPRL (Belgique) Avenue Louise 149 Boite 24 1050	18 600	95.00	5 890 5 890		
PARTICIPATION (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Note sur les dettes financières

Onedirect Holding - ODH a été créée comme « newco » dans le cadre de l'acquisition du groupe Onedirect par Naxicap Partners qui a été réalisée le 10 mai 2016. Depuis lors, Naxicap Partners remplace GIMV comme actionnaire majoritaire du groupe Onedirect. Les autres actionnaires (fondateurs, dirigeant, management et BNP Paribas Développement) restent actionnaires minoritaires du groupe Onedirect.

Les actions des investisseurs financiers sont détenues par OD Invest, une « finco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

Les actions des managers sont détenues par MOD, une « manco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

L'acquisition du groupe Onedirect a été financée par 3 emprunts :

- Un emprunt obligataire convertible de 10.387k€ souscrits auprès des investisseurs et dont les intérêts sont capitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance, à défaut de conversion en actions

- Un emprunt obligataire simple (ou « dette mezzanine » ou encore « dette junior) de 5.000k€ souscrit auprès de Naxicap et de Banque Populaire et dont les intérêts sont pour moitié capitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance

- Un emprunt bancaire de 15 100 k€ souscrit auprès d'un pool de 5 banques. La tranche A de cet emprunt est remboursable par semestrialité et la tranche B est remboursable à l'échéance.

Le 21 décembre 2018, le groupe Onedirect a acquis la société française Alliance Telecom. Cette acquisition a été financée par un prêt bancaire complémentaire de 2.000 k€ (composée également d'une tranche A et d'une tranche B). Ce prêt complémentaire a été souscrit par Onedirect Holding auprès du même pool bancaire que le prêt initial du 10 mai 2016.

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Entreprises liées avec lesquelles la société a un lien de participation

	Montant Entreprises liées	Montant Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immob incorporelles		
Avances et acomptes sur immob corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations	22 518 389	43 636
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	16 666 731	
Autres créances		
Capital souscrit et appelé non versé	6 385 429	2 429
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits de participation	521 657	
Autres produits financiers		
Charges financières		

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	8 698 484
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	**8 698 484**
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	**8 698 484**
Variations du capital social	170 117
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	-170 117
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	-3 464 428
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	3 464 428
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	**8 698 484**
Résultat de l'exercice	1 016 356
Capitaux propres à la cloture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	**9 714 840**

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	238 595.12	19 732.50
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	238 595.12	19 732.50

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	**238 595.12**	**19 732.50**
418001 Clients - factures à établir	238 595.12	19 732.50
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	238 595.12	19 732.50

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles	**809 193.47**	**735 630.43**
Autres emprunts obligataires	**208 102.20**	**196 964.97**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**40 132.00**	**45 879.00**
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 435 976.00**	**1 359 092.00**
Dettes fiscales et sociales	**195 937.42**	**175 171.73**
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 689 341.09	2 512 738.13

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles	**809 193.47**	**735 630.43**
168810 Interets courus s/ emprunt OC	809 193.47	735 630.43
Autres emprunts obligataires	**208 102.20**	**196 964.97**
168830 Intérets courus emprunt OS capital	208 102.20	196 964.97
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**40 132.00**	**45 879.00**
168840 Intérets courus sur emprunts	38 999.00	45 879.00
168841 Intérets courus emprunt AT	1 133.00	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 435 976.00**	**1 359 092.00**
408100 Fournisseurs - fact. non parvenues	12 446.00	11 400.00
408101 Fnp od	895 116.00	829 003.00
408102 Fnp bar	226 529.00	217 475.00
408103 Fnp mil	89 159.00	71 974.00
408104 Fnp fkt	124 529.00	107 350.00
408105 Fnp lon	70 679.00	100 941.00
408106 Fnp ams	17 518.00	14 349.00
408107 Achats de marchandises np		6 600.00
Dettes fiscales et sociales	**195 937.42**	**175 171.73**
428000 Personnel - charges à payer	62 800.00	57 350.00
428200 Dettes provis. pr congés à payer	54 653.15	43 461.60
438000 Org. sociaux - charges à payer	27 529.00	25 808.00
438200 Charges sociales s/congés à payer	25 796.56	19 540.11
448601 Cap / taxe apprentissage	4 724.54	4 357.30
448602 Cap / formation continue	3 821.17	3 555.84
448604 Cap / cfe/cvae	13 305.00	261.00
448607 Cap / tvts	2 967.00	2 588.88
448609 Cap / taxe sur salaires	341.00	18 249.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 689 341.09	2 512 738.13

ONEDIRECT HOLDING – ODH
Société par actions simplifiée au capital de 11.853.148 €
Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes
819 923 228 RCS Perpignan

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 26 JUIN 2019

AFFECTATION DES RESULTATS

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice écoulé d'un montant de 1.016.356 €, en totalité au poste "Report à nouveau".

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été distribué aucun dividende depuis l'immatriculation de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *
*



Onedirect Holding - ODH

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Ernst & Young Audit
1025, rue Henri Becquerel
CS 39520
34961 Montpellier cedex 2

Tél. : +33 (0) 4 67 13 31 00
www.ey.com/fr

Onedirect Holding - ODH

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Onedirect Holding - ODH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Onedirect Holding - ODH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « immobilisation incorporelles » de l'annexe expose que le mali de fusion non amortissable fait l'objet d'un test de perte de valeur annuel.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à vérifier l'application de ces principes et à apprécier les données et les hypothèses utilisées par votre société pour procéder à ces estimations. Nous avons vérifié que les états financiers donnent une information appropriée sur ce point.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

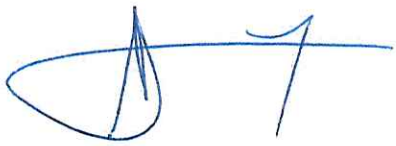
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 28 mai 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Marie-Thérèse Mercier

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2018	Net Au 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 076	1 076		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	22 562 025		22 562 025	22 532 499
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731	16 666 731
TOTAL (I)	**39 229 832**	**1 076**	**39 228 756**	**39 199 231**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	55 380		55 380	
Créances				
Clients et comptes rattachés	651 281		651 281	607 736
Autres	6 673 991		6 673 991	3 498 366
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	13 334		13 334	60 742
Charges constatées d'avance	7 887		7 887	7 088
TOTAL (II)	**7 401 873**		**7 401 873**	**4 173 932**
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)	175 408		175 408	186 469
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	**46 807 113**	**1 076**	**46 806 037**	**43 559 632**

Bilan Passif

			Net Au 31/12/2018	Net Au 31/12/2017
CAPITAUX PROPRES				
Capital social ou individuel	dont versé :	11 853 148	11 853 148	11 683 031
Prime d'émission, de fusion, d'apport			309 764	479 881
Ecart de réévaluation				
Ecart d'équivalence				
Réserves :				
- Réserve légale				
- Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
- Autres réserves				
Report à nouveau			-3 464 428	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			1 016 356	-3 464 428
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
		TOTAL (I)	**9 714 840**	**8 698 484**
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
		TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
		TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES				
Emprunts obligataires convertibles			13 377 518	12 161 380
Autres emprunts obligataires			5 947 251	5 628 981
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			15 192 253	15 145 879
Emprunts et dettes financières diverses			521 658	3 868
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			500	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 527 476	1 432 626
Dettes fiscales et sociales			524 541	488 415
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
		TOTAL (III)	**37 091 197**	**34 861 148**
Ecarts de conversion passif (IV)				
		TOTAL GENERAL (I à IV)	**46 806 037**	**43 559 632**
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP			2 121	

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2018 au 31/12/2018			Du 25/04/2016 Au 31/12/2017
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 060 740	296 275	2 357 016	2 447 653
Chiffre d'affaires Net	**2 060 740**	**296 275**	**2 357 016**	**2 447 653**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			4 308	1 006
Autres produits			11 344	270 743
			2	15
TOTAL (I)			**2 372 668**	**2 719 417**
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			1 491 579	2 541 215
Impôts, taxes et versements assimilés			40 542	68 696
Salaires et traitements			711 384	920 764
Charges sociales			291 430	393 902
Dotations aux amortissements sur immobilisations			36 061	59 862
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			37 054	54 008
TOTAL (II)			**2 608 051**	**4 038 447**
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			**-235 382**	**-1 319 030**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			2 478 135	2 194 560
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			9 637	33 214
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			**2 487 772**	**2 227 774**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 087 106	3 214 803
Différences négatives de change			518	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			**2 087 624**	**3 214 803**
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			**400 148**	**-987 029**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			**164 766**	**-2 306 060**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 25/04/2016 Au 31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	249	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	**249**	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		2 500
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)		**2 500**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**249**	**-2 500**
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-851 341	-981 930
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**4 860 689**	**4 947 191**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**3 844 334**	**6 273 820**
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	**1 016 356**	**-1 326 630**

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-197 du Code du Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total du bilan avant répartition est de 46 806 037 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 1 016 356 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG, Règlement ANC 2015-06).

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Le 30 novembre 2018 la Société Onedirect Holding a attribué 170 117 actions ordinaires gratuites prélevées sur le poste "Primes d'émission" .

La Société Onedirect Holding a constitué en décembre 2018 une filiale en Belgique, qu'elle détient à 95 %. Cette filiale a vocation à opérer sur le territoire Belge.

Le 21 décembre 2018, le groupe Onedirect a acquis la société française Alliance Telecom. Cette acquisition a été financée par un prêt bancaire complémentaire de 2.000 k€ . Ce prêt complémentaire a été souscrit par Onedirect Holding auprès du même pool bancaire que le prêt initial du 10 mai 2016.

Immobilisations incorporelles

Avec l'application du règlement ANC n°2015-06 modifiant le Plan Comptable Général pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, le mali technique de fusion est affecté dans des sous comptes dédiés aux comptes d'actifs sous-jacents en proportion et dans la limite des plus-values latentes identifiées.

Le 15 avril 2011, ODP (Onedirect Participations) a intégré la société ODS (Onedirect Services) dans le cadre d'une TUP (TransmissionUniverselle de Patrimoine).
Cette opération a entrainé chez ODP la création d'un Mali de confusion de 12 849 775 € .

Le 27 juin 2017, la SAS Onedirect Holding a intégré la société Onedirect Participations dans le cadre d'une TUP (Transmission Universelle de Patrimoine).
Cette opération à entrainé chez Onedirect Holding le création d'un nouveau Mali de confusion de 3 816 956 €.

La somme de ces malis techniques pour un total de 16 666 731 €, conformément au règlement ANC n°2015-06, à été affectée comptablement au compte "278 000 Mali de confusion sur actifs financiers".

Le mali de confusion sur actifs financiers est donc afférent aux plus values latentes existantes sur des actifs sousjacents de la société, c'est à dire, sur la valorisation des titres de la société Onedirect et de ses filiales, à savoir, Onedirect Communicaciones (Espagne), Onedirect SRL (Italie) et Onedirect GMBH (Allemagne).

Ce mali a été affecté à ces actifs sous-jacents selon la méthode suivante : répartition au prorata du chiffre d'affaires réalisé par les ventes aux professionnels par chacune des filiales.

La répartition du mali de confusion est finalement la suivante :
- Onedirect (France) : 9 512 161 €
- Onedirect Communicaciones (Espagne): 2 970 424 €
- Onedirect SRL (Italie) : 1 368 079 €
- Onedirect GMBH (Allemagne) : 1 759 983 €
- Onedirect UK(Royaume Uni) : 1 056 084 €

Soit un total de 16 666 731 €.

Modalité de perte de valeur et sortie définitive du mali de confusion :

Une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée lorsque la valeur cumulée des actifs sous jacents et du mali de confusion sera inférieure à la valeur actuelle de ces actifs sous jacents : aucun indice de dépréciation n'a été identifié, et donc aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur l'exercice clos au 31/12/2018.

Par ailleurs, en cas de cession par la société Onedirect Holding des titres de la société Onedirect et/ou de ses filiales , la quote-part de mali afférente à chaque société sera sortie de l'actif et comptabilisée en charges

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- Matériel informatique et de bureau 3 à 10 ans,.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.
L'engagement au titre de l'indemnité de départ à la retraite a été estimé selon la méthode rétrospective prorata temporis sur la base des hypothèses suivantes :

- Départ à la retraite à l'age de 67 ans
- progression annuelle des rémunérations de 2 %
- turn over de 1 % par an
- taux d'actualisation de 2.83 %
- taux de charges sociales de 45 % pour les cadres

Indemnité de fin de carrière à verser : 158 896 €

Valeur probable des indemnités à verser : 112 067 €

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 58 679 €.

Dette actuarielle : 6 494 €

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté au compte 444 - Etat - impôt sur les bénéfices pour un montant de 5 780 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649
- Charges de personnel - CICE.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information est confidentielle, la mentionner reviendrait à donner la rémunération de l'ensemble de la direction.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 8000 € hors taxe.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

NEANT

Convention d'intégration fiscale

La société Onedirect Holding est mère du groupe d'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2017 avec la société Onedirect.

Cette intégration fiscale a été formalisée par une convention d'intégration fiscale signée en date du 5 avril 2017.

A ce titre, elle bénéficie des économies d'impôt réalisées au titre de cette intégration fiscale.

Le produit d'impôt constaté, sur l'exercice, au titre de cette intégration fiscale est de 851 341 €, résultant d'une économie d'impôt société liée à l'imputation du déficit fiscal de - 2 429 695 € de Onedirect Holding sur le résultat fiscal du groupe intégré, soit un gain d'impôt société de 846 014 € et un gain de la contribution sociale sur l'impôt société de 5 327 €.

Etat des immobilisations

Cadre A

	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier			
Emballages récupérables et divers	1 076		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 076		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	22 532 499		29 526
Prêts et autres immobilisations financières	16 666 731		
TOTAL	39 199 231		29 526
TOTAL GENERAL	39 200 307		29 526

Cadre B

	Diminutions Virement	Diminutions Cession	Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers				
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier				
Emballages récupérables et divers			1 076	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 076	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			22 562 025	
Prêts et autres immobilisations financières			16 666 731	
TOTAL			39 228 756	
TOTAL GENERAL			39 229 832	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	1 076			1 076
Emballages récup. et divers				
	1 076			1 076
TOTAL GENERAL	1 076			1 076

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						
	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	186 469	25 000	36 061	175 408
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	651 281	651 281	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	55	55	
Impôts sur les bénéfices	125 339	125 339	
Taxe sur la valeur ajoutée	160 739	160 739	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	6 387 858	6 387 858	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	7 887	7 887	
TOTAL	**23 999 890**	**7 333 159**	**16 666 731**

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	13 377 518			13 377 518
Autres emprunts obligataires (1)	5 947 251		5 947 251	
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	2 121	2 121		
- à plus d'1 an à l'origine	15 190 132	2 306 798	11 966 667	916 667
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 527 476	1 527 476		
Personnel et comptes rattachés	118 207	118 207		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	172 427	172 427		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	208 748	208 748		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 159	25 159		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	521 658	521 658		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	**37 090 697**	**4 882 594**	**17 913 918**	**14 294 185**
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 449 708			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 950 000			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	6	6
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	3	3
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	9	9

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	11 683 031	1.00000	11 683 031
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	170 117	1.00000	170 117
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	11 853 148	1.00000	11 853 148

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	
TOTAL	

Nantissement de l'ensemble des titres Onedirect.

Délégation d'assurance : 500 000 €
Gage comptes instruments financiers : 3 057 805 €
Nantissement de créance : 4 250 000 €

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

NEANT

Identité des sociétés consolidant la société mère

Dénomination sociale Siège social	Montant capital	% détenu
SAS ODinvest 58 Avenue de Rivesaltes 66240 Saint-Estève RCS : 819 897 364 Perpignan	10 387 044	84.26

Liste des filiales et participations

Dénomination Siège social	Capital Capitaux propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ONEDIRECT SAS 58 ave de Rivesaltes 66240 Saint-Estè	150 000 451 752	100.00 2 478 135	22 511 498 22 511 498	3 785 058	45 924 239 2 001 651
OD COMMUNICATIONS BV 17A ZEKERINGSTRAAT AMSTERDAM	1 -281 496	100.00 100	1 1		1 060 555 -109 143
ONEDIRECT SERVICES 58 ave de Rivesaltes 66240 Saint-Estè	1 000 28 791	100.00	1 000 1 000	599 238	362 930 61 259
Onedirect Communication SP (Pologn Ul.Sienna 39 00-121 Warszawa Polan	1 184 -2 944	100.00	1 184 1 184		
Onedirect SPRL (Belgique) Avenue Louise 149 Boite 24 1050	18 600	95.00	5 890 5 890		
PARTICIPATION (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Note sur les dettes financières

Onedirect Holding - ODH a été créée comme « newco » dans le cadre de l'acquisition du groupe Onedirect par Naxicap Partners qui a été réalisée le 10 mai 2016. Depuis lors, Naxicap Partners remplace GIMV comme actionnaire majoritaire du groupe Onedirect. Les autres actionnaires (fondateurs, dirigeant, management et BNP Paribas Développement) restent actionnaires minoritaires du groupe Onedirect.

Les actions des investisseurs financiers sont détenues par OD Invest, une « finco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

Les actions des managers sont détenues par MOD, une « manco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

L'acquisition du groupe Onedirect a été financée par 3 emprunts :

- Un emprunt obligataire convertible de 10.387k€ souscrits auprès des investisseurs et dont les intérêts sont capitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance, à défaut de conversion en actions

- Un emprunt obligataire simple (ou « dette mezzanine » ou encore « dette junior) de 5.000k€ souscrit auprès de Naxicap et de Banque Populaire et dont les intérêts sont pour moitié capitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance

- Un emprunt bancaire de 15 100 k€ souscrit auprès d'un pool de 5 banques. La tranche A de cet emprunt est remboursable par semestrialité et la tranche B est remboursable à l'échéance.

Le 21 décembre 2018, le groupe Onedirect a acquis la société française Alliance Telecom. Cette acquisition a été financée par un prêt bancaire complémentaire de 2.000 k€ (composée également d'une tranche A et d'une tranche B). Ce prêt complémentaire a été souscrit par Onedirect Holding auprès du même pool bancaire que le prêt initial du 10 mai 2016.

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Entreprises liées avec lesquelles la société a un lien de participation

	Montant Entreprises liées	Montant Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immob incorporelles		
Avances et acomptes sur immob corporelles		
Participations	22 518 389	43 636
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières	16 666 731	
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	6 385 429	2 429
Capital souscrit et appelé non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes	521 657	
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	8 698 484
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	**8 698 484**
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	**8 698 484**
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	170 117
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	-170 117
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	-3 464 428
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	3 464 428
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	**8 698 484**
Résultat de l'exercice	1 016 356
Capitaux propres à la cloture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	**9 714 840**

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	238 595.12	19 732.50
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	238 595.12	19 732.50

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	**238 595.12**	**19 732.50**
418001 Clients - factures à établir	238 595.12	19 732.50
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	238 595.12	19 732.50

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles	**809 193.47**	**735 630.43**
Autres emprunts obligataires	**208 102.20**	**196 964.97**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**40 132.00**	**45 879.00**
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 435 976.00**	**1 359 092.00**
Dettes fiscales et sociales	**195 937.42**	**175 171.73**
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 689 341.09	2 512 738.13

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2018	Exercice clos le 31/12/2017
Emprunts obligataires convertibles	**809 193.47**	**735 630.43**
168810 Interets courus s/ emprunt OC	809 193.47	735 630.43
Autres emprunts obligataires	**208 102.20**	**196 964.97**
168830 Intérets courus emprunt OS capital	208 102.20	196 964.97
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**40 132.00**	**45 879.00**
168840 Intérets courus sur emprunts	38 999.00	45 879.00
168841 Intérets courus emprunt AT	1 133.00	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 435 976.00**	**1 359 092.00**
408100 Fournisseurs - fact. non parvenues	12 446.00	11 400.00
408101 Fnp od	895 116.00	829 003.00
408102 Fnp bar	226 529.00	217 475.00
408103 Fnp mil	89 159.00	71 974.00
408104 Fnp fkt	124 529.00	107 350.00
408105 Fnp lon	70 679.00	100 941.00
408106 Fnp ams	17 518.00	14 349.00
408107 Achats de marchandises np		6 600.00
Dettes fiscales et sociales	**195 937.42**	**175 171.73**
428000 Personnel - charges à payer	62 800.00	57 350.00
428200 Dettes provis. pr congés à payer	54 653.15	43 461.60
438000 Org. sociaux - charges à payer	27 529.00	25 808.00
438200 Charges sociales s/congés à payer	25 796.56	19 540.11
448601 Cap / taxe apprentissage	4 724.54	4 357.30
448602 Cap / formation continue	3 821.17	3 555.84
448604 Cap / cfe/cvae	13 305.00	261.00
448607 Cap / tvts	2 967.00	2 588.88
448609 Cap / taxe sur salaires	341.00	18 249.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	2 689 341.09	2 512 738.13